

CRISE FINANCIÈRE :**“UTILISER TOUT AUTREMENT LE CRÉDIT ET LES BANQUES”**

Face au retoquage par le Conseil constitutionnel de sa mesure-phare d'exonération des intérêts d'emprunt immobilier, Nicolas Sarkozy redouble d'efforts pour soutenir, néanmoins, le marché et les banques menacés par la crise financière après des années de spéculation intense.

Désormais, seuls les nouveaux acquéreurs bénéficieraient d'un doublement, la première année, du crédit d'impôt sur les intérêts payés (40 %).

Cette mesure renforce une panoplie de décisions très favorables aux plus riches et aux profits financiers et immobiliers.

Elle marche de pair avec le refus du Président de la République d'augmenter le SMIC, d'inciter à une hausse générale des salaires et de maîtriser l'évolution des loyers.

Elle confirme son opposition à toute relance du logement social de qualité, au nom, soi-disant de faire «une France de propriétaires».

Il faut absolument rompre avec cette façon de prétendre soutenir l'activité.

Il s'agit, au contraire, de dissuader les placements financiers et immobiliers, d'utiliser tout autrement le crédit et les banques pour répondre efficacement aux besoins de logement de la population, en particulier le logement social de qualité et l'accès social à la propriété.

Communiqué du PCF du 24 août 2007

La fête des débats:**Espace Industrie, Transport, Énergie :****Samedi 15 septembre**

◆ **14h** : « **Transport des marchandises : un enjeu pour l'avenir des planètes.** » Avec Didier Le Reste secrétaire GI CGT cheminots, Olivier Marembaud Directeur GI du fret SNCF, Denis Choumert Président de l'AUTF.

◆ **15h30** « **Le développement aéronautique face à la nouvelle économie.** » Avec Louis Gallois Pdg de EADS, Bernard Devert Fédération Métallurgie CGT, Jacky Henin Député Européen, Peter Scherrer, Secrétaire GI de la FEM

◆ **17h** « **Capitalisme financier ou développement économique.** » avec Jean-Christophe Le Dui-gou secrétaire CGT, Henri Lachmann Pdg du Conseil de surveillance de Schneider

Dimanche 16 septembre

◆ **11h** « **Va-t-on manquer d'énergie?.** » avec Marcel Boiteux Pdg d'honneur EDF, Frédéric Imbrecht Secrétaire FNME CGT, Christian de Boissieux Président Délégué du Conseil d'Analyse Économique



LA CRISE FINANCIÈRE DE L'ÉTÉ 2007, UN RÉVÉLATEUR DES ANTAGONISMES FONDAMENTAUX D'UN RÉGIME ÉCONOMIQUE DOMINÉ PAR LA FINANCE

Résumé :

1. Une cause fondamentale de la crise des *subprimes* et des turbulences boursières actuelles est la suraccumulation financière qui règne depuis 25 ans et qui a conféré un pouvoir exorbitant aux marchés de capitaux et à ceux qui y spéculent.
2. Ainsi, la spéculation immobilière, origine immédiate de la crise actuelle, a servi de relais aux capitaux en mal de rentabilité après le krach de la « nouvelle économie » en 2000.
3. Ces mouvements spéculatifs, de même que la croissance des LBO ou les spéculations sur les pays « émergents », ont été nourris et encouragés par l'abondance des crédits bancaires dispensés par les banques, avec l'assentiment des banques centrales.
4. Ainsi, la crise actuelle révèle les dilemmes des banques centrales : conscientes des dangers de l'inflation financière qu'elles ont encouragée par leur politique, elles cherchent à la contenir mais c'est au prix de politiques restrictives (hausse de taux d'intérêt) qui freinent la croissance réelle et mettent, en particulier, en péril la reprise en Europe.
5. Par leurs injections massives de liquidités sur le marché monétaire, les banques centrales réussiront probablement à éviter, dans l'immédiat, un effondrement du système bancaire mais elles auront, à leur corps défendant, relancé l'inflation financière : elles n'auront fait que repousser les échéances, jusqu'à une prochaine crise financière qui sera encore plus grave si elle se déclenche dans une conjoncture globale moins favorable que cette année.
6. L'annonce de mesures destinées à introduire plus de « transparence » dans le fonctionnement des marchés ne résoudra pas le problème.
7. La solution exigera de s'attaquer aux causes de la suraccumulation financière. Il faudra en particulier mettre en œuvre des politiques monétaires sélectives, donnant la priorité aux crédits qui financent la création d'emplois et la croissance réelle, et pénalisant le gonflement des opérations financières. :

[Lire le texte complet en lien ci-dessous](#)

<http://storage.canalblog.com/11/83/312448/16656661.doc>

JOURDAN, MARQUE ET PRODUCTION, DOIVENT RESTER A ROMANS

Deux ans après un été qui avait vu la liquidation de Kélian et le dépôt de bilan de Charles Jourdan avec le dégraissage de la moitié de ses effectifs, cette dernière défraie à nouveau la chronique.

En mai le tribunal de commerce diligentait une enquête. Il ressortait que l'actionnaire PDG M. Bilquez président du fonds d'investissement Avendis Capital, n'avait pas injecté les liquidités suffisantes pour assurer un redémarrage correct de l'entreprise.

Pas besoin d'être grands clercs en effet. Il était de notoriété que de nombreux fournisseurs demeuraient impayés et que de nombreux salariés étaient, faute de matière première, contraints à chômer.

Jourdan happé par la logique financière

Quel intérêt pourrait en effet avoir M. Bilquez qui n'est pas un philanthrope, à investir de l'argent dans une entreprise qui ne produit quasiment plus rien ?

M. Bilquez n'attend qu'une chose : devenir propriétaire à 100% de la marque Jourdan évaluée pour la seule Amérique du Nord à 3 millions d'€uros, sachant qu'il faut y ajouter le Japon, la Russie, l'Amérique du Sud, etc... Pour cela il doit patienter jusqu'au 10 octobre.

Un nouvel événement vient compli-

quer les choses. Le fonds d'investissements de M. Bilquez est aujourd'hui pris dans la tourmente immobilière américaine. En très grande difficulté, ses marges de manœuvre se sont considérablement réduites. Il va falloir lâcher du lest et ce lest risque fort de se nommer Jourdan, tout du moins son activité de production.

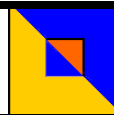
En fait comme Kélian, Jourdan est en train de crever sous la pression des actionnaires et les contraintes de la bulle financière.

L'ombre des licenciements plane à nouveau.

Se dessine ce que tout le monde pensait sans le dire trop fort : la fin de la production de chaussures Jourdan à Romans.

Tout cela circule sous le manteau. Visiblement il a été choisi de faire dans le soft. Ainsi, n'est pas évoquée la suppression de la production mais son «externalisation» vers d'autres entreprises de Romans. Il serait ainsi question d'un transfert de salariés (de l'ordre de 80) dans une petite entreprise de chaussures de la localité comptant aujourd'hui 12 employés. On peut légitimement se poser des questions face à une telle annonce.

Et bien sûr, un des directeurs affirme la main sur le cœur qu'il ne devrait pas y avoir de licenciements, au pire de très légers...



Que de gâchis !

On ne peut s'empêcher de penser aux gaspillages cumulés au cours de ces dernières années. Début des années 2000, il y avait encore 500 salariés chez Jourdan, aujourd'hui, il en reste 210. Depuis cette date combien de millions d'€uros de fonds publics ont été déversés sur cette entreprise ? Lors du passage aux 35 heures qui sont ensuite rapidement redevenues 39 (de l'ordre de 500 000 €uros). Puis, sous la forme d'allègements fiscaux et sociaux divers. Mais aussi avec le rachat du patrimoine immobilier de Jourdan par la collectivité publique (1,1 Million d'€uros). Sans oublier un contrat de site paraphé à grand renfort de Ministres d'un montant de 7,6 millions d'€uros dont on ne sait où ils sont passés. Tout cela pourquoi ? Pour en arriver à fermer une telle boîte ?

On ne nous fera pas croire que les pouvoirs publics étaient totalement impuissants face à pareille situation et cela à tous les échelons, du national au local, sans oublier les chambres consulaires. On connaît le refrain du : « il n'y a rien à faire ». On sait où il conduit.

L'action en priorité pour conserver la marque Jourdan et l'activité de production à Romans

Que dit M. Bianchéri, que fait-il ? Ne devrait-il pas s'empresser d'alerter le président SARKOZY qui ne manque

pas une occasion de rappeler la valeur du travail et qui ne se lasse pas de répéter qu'il faut travailler plus. Les Jourdan voudraient bien travailler plus. Les actionnaires et les financiers pilleurs d'entreprises : ça suffit !

Pour les communistes, la difficulté de la situation ne signifie pas que tout est joué. Il s'agit d'engager l'action pour le maintien de Jourdan à Romans. Nous affirmons que la marque doit rester à Romans. Si la marque s'en va, la production de chaussures à Romans en aura pris un sérieux coup au sens économique comme au sens symbolique. Les difficultés de la direction à annoncer la fin de la production sont la preuve qu'une résistance existe et donc que d'autres voies restent possibles.

Pour nous, communistes, garder la marque Jourdan à Romans et une vraie activité de production de ces chaussures doit être le mot d'ordre principal de la période. Nous proposerons, participerons et soutiendrons toutes les initiatives allant en ce sens. Nous sommes prêts avec d'autres par le biais d'une entité juridique adaptée à créer les conditions d'une acquisition collective de la marque Jourdan.

Romans, le 27/08/07

PCF section de Romans et Bourg-de-Péage